

PROBLÈMES D'INTÉGRATION DE LA COMMUNAUTÉ KASAÏENNE AU GRAND KATANGA¹

PROBLEMS OF INTEGRATION OF THE KASAIAN COMMUNITY IN GREATER KATANGA

Tönnies NGOY MWILAMBWE NYEMBA

Université de Kamina Lubumbashi, République Démocratique du Congo

tngoymwilambwe@gmail.com

Résumé : Les arrivées massives de Kasaiens sur le sol katangais, les actes de cambriolage répétitifs constatés, le non-respect de la culture des autochtones poussent les Katangais à indexer les Kasaiens. Ces derniers accusent les Katangais de tribalistes, xénophobes, intolérants. Ce jeu de ping-pong ne favorise pas le vivre ensemble, et la communauté kasaïenne a du mal à s'intégrer. Les lectures de documents, les émissions radiodiffusées et télévisées, les témoignages de quelques représentants de ces deux communautés nous ont servi dans l'élaboration du corpus. Les résultats ont montré que le favoritisme dont ont joui les Kasaiens depuis l'époque coloniale (avec l'occupation des postes dans l'administration et dans la société minière créée depuis 1906 dans le Katanga), leur victoire aux élections communales de 1957, leur injure facile, l'encrage dans leur culture d'origine... ne favorisent pas l'intégration. Malgré leur hospitalité légendaire et ne pouvant plus supporter ce comportement, les Katangais risquent de recourir à un énième refoulement. Pour que s'établisse une relation durable entre ces deux communautés et que l'intégration kasaïenne soit possible, la mise en application des résolutions de différents pourparlers s'avère nécessaire.

Mots clés : problèmes, tribalisme, intégration, ethnocentrisme, culture

Abstract : The massive arrivals of Kasaians on the Katanga ground, the repetitive burglary acts found, the non-compliance of the culture of the aboriginal people grow the Katangans to index the Kasaians. The latter accuse the Katangans of tribalist, xenophobic, intolerant. This ping-pong game does not promote favor live-all, and the Kasaian community has difficulty integrating. Document readings, broadcast and television programs, the testimonials of some representatives of these two communities served us in the development of the corpus. The results showed that the favoritism that kasaïens had since the colonial era (with the occupation of the positions in the mining company created since 1906 in Katanga), their victory in the municipal elections of 1957, their culture origin...do not favor integration. Despite their legendary hospitality and no longer able to support this behavior, Katangans may resort to an unemphable. In order to settle a sustainable relationship between these two communities and to make Kasaian integration possible, the implementation of the resolutions of different talks is necessary.

Key words : Problems, tribalism, integration, ethnocentrism, culture

¹ Par grand Katanga, il faut entendre la province du Katanga dans son ancienne configuration d'avant 2015. C'est à partir de cette année qu'elle a subi une métamorphose pour être morcelée en 4 provincettes : le Haut-Katanga, le Haut-Lomami, le Lwalaba et le Tanganyika.

Introduction

Les déplacements en masse des Kasaiens vers le grand Katanga, remonte à 1906 (ICG 2006b: 4, Toussaint, E., 1956), date de la création de l'Union Minière du Haut-Katanga (UHMK²), en sigle. Très enracinés dans leur culture, il s'avère que les Kasaiens s'acclimatent difficilement dans la culture différente de la leur, ce qui frise un ethnocentrisme³ sans précédent. La question d'intégration s'invite alors. Leurs habitudes alimentaires ainsi que la témérité dans les actes posés les prédisposent à une marginalisation de la part des autochtones qui les considèrent comme éléments gênants voire dangereux, d'où leur refoulement répétitif. Or la Constitution de la RDC, en son article 30 stipule :

« toute personne qui se trouve sur le territoire national a le droit d'y circuler librement, d'y fixer sa résidence, de le quitter et d'y revenir, dans les conditions fixées par la loi. Aucun Congolais ne peut être ni expulsé du territoire de la République, ni être contraint à l'exil, ni être forcé à habiter hors de sa résidence habituelle » (Journal officiel de la République Démocratique du Congo, 2006 : p. 18).

À la lumière de la Constitution congolaise, chaque Congolais a le libre arbitre d'élire domicile où qu'il veuille sur toute l'étendue du pays. La question qui se pose est celle de savoir comment vivre avec ceux que l'on trouve là où l'on veut habiter.

À cette préoccupation, le professeur Donatien Dibwe écrit :

« Le Kasaien, c'est-à-dire le Luba du Kasai, est mauvais. Il est orgueilleux. Il veut s'approprier tout. Il est malhonnête. Il est aussi tribaliste. C'est bien lui qui n'a cessé de frustrer les Katangais depuis qu'il est arrivé au Katanga. Bien plus, il a terni l'image de tous les originaires du Kasai. Le Kasai n'est pas seulement habité par les Luba du Kasai, mais aussi par d'autres ethnies dont je suis ressortissant. Les Luba du Kasai ne sont pas vomis seulement au Katanga, mais aussi au Kasai. Le jour où ils [les Luba du Kasai] réussiront à occuper tous les postes de responsabilité au Katanga, cette province deviendra leur colonie »⁴.

(Donatien DIBWE, 2009 : pp. 48-49)

Déjà à l'époque coloniale, le Katangais du sud s'est vu marginalisé au profit du Kasaien tel que le signale le rapport médical (1945, p. 43) de l'UHMK de 1945 classant les populations du sud Katanga parmi « les populations primitives, caractérisées par les mœurs incultes, le dénuement, la malpropreté et une humanité misérable ». Ces caractéristiques collées aux autochtones par les colons blancs, ne pouvaient aucunement arranger les Katangais, connus légendairement hospitaliers lorsqu'il s'agit de l'accueil des individus venant de toutes parts : expatriés comme nationaux venus d'autres provinces de la Rdc. Qu'est-ce qui explique la difficile intégration de la communauté kasaienne pendant que d'autres communautés congolaises à l'instar des

² Devenue Générale des Carrières et des Mines -Gécamines, en sigle

³ Ethnocentrisme : la tendance plus ou moins consciente à considérer le monde ou d'autres groupes sociaux en prenant comme référence sa propre culture ou son propre groupe social, en privilégiant les normes sociales de son pays, en les valorisant systématiquement ou en les considérant comme supérieures.

⁴ Propos que le professeur a recueilli lors de son enquête sur le conflit Kasaiens-Katangais en 2009

Kivutiens, Gomatraciens, Boyomais⁵... ne sont jamais inquiétées ? Que faire pour que règnent la paix et la tranquillité au sein de ces deux communautés ?

1. Méthodologie

Notre réflexion de départ s'est appuyée sur des interrogations autour de la difficile intégration de la communauté kasaïenne vivant dans le grand Katanga, singulièrement à Lubumbashi. Ces interrogations nous ont porté vers une démarche théorique ; aussi avons-nous inscrit cette étude dans une recherche qualitative.

En effet, la recherche qualitative se définit par le fait que les données de la recherche sont descriptives, c'est-à-dire ce sont les paroles écrites ou dites et le comportement observable des personnes, en l'occurrence Kasaiens et Katangais, vivant à Lubumbashi. Les lectures des documents, les émissions radiodiffusées et télévisées, les déclarations et témoignages de parties prenantes aux divers pourparlers ayant réuni Kasaiens et Katangais ; bref des données difficilement quantifiables, constituent les sources de données que nous analysons dans cette réflexion.

Par cet article, nous voulons examiner les causes liées aux difficultés d'intégration de la communauté kasaïenne depuis l'époque coloniale jusqu'aujourd'hui, l'attitude des Katangais vis-à-vis de leurs hôtes et proposer quelques solutions palliatives à la situation.

2. Résultats

Pour comprendre le problème de l'intégration de la communauté kasaïenne, il importe d'expliquer l'évolution de l'arrivée des Kasaiens au Katanga, comment ces deux communautés ont vécu depuis l'époque coloniale et postcoloniale jusqu'aujourd'hui.

2.1. *Historique de l'arrivée des communautés au Katanga et à Lubumbashi*

2.1.1. *Les communautés non-kasaïennes*

Les mouvements migratoires dans la ville de Lubumbashi se rapportent à trois périodes marquées par l'immigration ou l'émigration interne ou externe pour des causes essentiellement liées à la conjoncture économique et au climat politique de l'heure, à savoir, « la période coloniale (1910 à 1960), celle mobutienne ou la deuxième République (1965 à 1996) et celle de 1997 à 2002 » (Kaseba Makunko, F., 2002, p. 271) En 1960 déjà, la ville de Lubumbashi comptait 393.798 habitants dont 350.310 nationaux et 43.487 expatriés. Cette population enregistrera à partir de 1974 une chute vertigineuse à cause de la crise économique que connut le pays due à la zaïrianisation. [...]. (Kaseba Makunko, F., 2002, p. 271).

Depuis 1997, on assiste à une certaine reprise des mouvements migratoires internes vers la ville de Lubumbashi (29.193 immigrés ont été enregistrés jusqu'à juin 2002. Par ailleurs, Lubumbashi a accueilli durant les années 1999, 2000 et 2001, 79.414 déplacés de guerre en provenance des contrées du Katanga et de la province orientale, du sud et nord -Kivu et du Maniema occupées par les agresseurs. En 2002, 155 familles

⁵ Respectivement habitants du Kivu, de Goma, de Kisangani

rapatriées d'Angola composées de 152 femmes avec 371 enfants et 71 orphelins. Les immigrants ne posent aucun problème du point de vue social.

Sur le plan culturel, ils trouvent sur place un cadre propice d'intégration socioculturelle et religieuse car, pour la plupart, ils vivent sans problème dans cet océan pacifique de convivialité, de citoyenneté, d'interracialité.

Au niveau économique, par contre, leur arrivée crée un accroissement des taux de chômage, un alourdissement des charges de leurs parents qui les accueillent avec, comme conséquences, l'aggravation des migrations enregistrées dans la ville de Lubumbashi depuis sa création. (Kaseba Makunko, idem).

En sociologie, l'intégration est le processus par lequel une personne ou un groupe s'insère dans le milieu, la société où il vit. Il s'agit donc de l'insertion de la communauté kasaienne dans celle Katangaise. L'individu intégrant une nouvelle société peut utiliser plusieurs stratégies pour vivre dans son nouvel environnement, à savoir :

- « L'intégration (Lazorthes, G., 1996 :p. 219) : l'individu participe à la vie de la société mais il garde les particularités propres à sa culture (entendue comme un ensemble de connaissances générales dont un individu dispose (Dictionnaire national de Bescherelle, A., 1862) ;
- La ségrégation ou la séparation : l'individu est exclu, il ne se mélange pas aux autres membres de la société. La différence entre les deux termes est que la séparation est un choix, alors que l'individu subit la ségrégation ;
- L'assimilation : l'individu perd peu à peu son identité, ses traditions au nom de la civilisation de la culture dominante ;
- La marginalisation : l'individu perd son identité et ne s'intègre pas dans la vie communautaire ». (Jourdain Marina, 2013-2014 : pp. 13-14)

Les personnes ne s'intègrent donc pas de la même manière ; soit elles le font par acculturation⁶ ou par déculturation⁷ dans la culture donnée.

À partir des lignes ci-dessus, tout laisse entendre que le Katanga en général et la ville de Lubumbashi en particulier restent des endroits accueillants. Rien n'inquiète tous les nouveaux venus qui s'intègrent sans nulle difficulté, sauf les Kasaiens. C'est ici qu'il faut évoquer le problème d'intégration.

Par « problème », il faut entendre « tout ce qui est difficile à concevoir, une affaire embrouillée » (Wiktionnaire). Dans le cadre de cette réflexion, nous l'entendons comme les difficultés auxquelles se heurtent les Kasaiens à s'intégrer dans la communauté Katangaise.

1.1.1. L'arrivée des Kasaiens au Katanga

Toussaint, E. (1956) atteste qu'à la création de l'Union Minière du Haut-Katanga en 1906, les hauts plateaux du Katanga, où se situent les sièges d'exploitation, étaient moins peuplés et les rares autochtones y étaient généralement chétifs. Dans le royaume de trois cents à cinq cents kilomètres d'Élisabethville, actuel Lubumbashi, on ne trouve pas de populations importantes, mais de niveau physique fort médiocre. Il faut ainsi aller jusqu'à six cents kilomètres dans le nord-ouest pour trouver les solides et nombreux travailleurs pour les exploitations minières. Le développement d'une

⁶ Acculturation : mécanisme d'apprentissage et de socialisation, l'intégration d'un individu à un environnement qui lui est étranger.

⁷ Selon Larousse (2014), dégradation ou perte de l'identité culturelle d'un individu, d'un groupe, d'une société.

grande industrie dans une région quasi désertique rendit nécessaire l'organisation d'importants recrutements de la main d'œuvre. C'est ainsi que « durant l'ère coloniale, les Lubas de Kasai avaient été déployés au Katanga pour gérer le secteur minier et l'administration »(ICG 2006b: 4).

Déracinés par l'impact de la traite des esclaves organisée par les Arabes au cours du XIX^e siècle, l'imposition du régime colonial renforça encore davantage leur « mobilité », dans la mesure où l'exploitation de la colonie (plus particulièrement dans le cadre du développement de l'industrie minière du Katanga) nécessitait la migration vers l'Est des travailleurs Lubas.

« Considérés comme des « nègres supérieurs », les Lubas bénéficièrent d'un traitement préférentiel de la part de l'administration coloniale, de l'Église Catholique et des intérêts commerciaux. Ce traitement préférentiel (ajouté à leur mobilité) facilita la réussite économique des Lubas ce qui leur valut le surnom de (Juifs du Congo). La montée sociale très voyante des Lubas contribua à alimenter les tensions ethniques et entraîna le développement d'un sentiment « anti-Luba » de plus en plus vif parmi les « exclus ». (James Putzel et *al.*, 2008 : p. 40). Ce sentiment aversif donna naissance au conflit entre ces deux communautés.

3. Conflit Katangais-Kasaïens de 1961

En 1957, à l'issue des premières élections municipales, les quatre premiers bourgmestres noirs désignés à la tête des communes de la ville d'Élisabethville (actuelle ville de Lubumbashi) n'étaient pas originaires du Katanga : trois étaient Kasaïens et le quatrième, du Kivu. Les leaders originaires de la province du Katanga créèrent une plateforme socioculturelle, la Conakat (Confédération des Associations Tribales du Katanga) dont l'objectif principal fut de combattre l'hégémonie kasaïenne dans les centres industriels katangais et d'éviter la réédition de l'expérience des élections de 1957.(Donatien Dibwe Dia Mwembu, 2006 :p. 118).

Les discours d'endoctrinement contre les Kasaïens trouvent un terrain fertile : on les accuse d'être un facteur de spoliation, d'exploitation, de marginalisation des originaires du Katanga et, partant, du sous-développement de la province. L'objectif de cette propagande est de voir les Katangais originaires gérer eux-mêmes leur province à tous les niveaux ; aussi expriment-ils ce souhait en ces termes :

Un peuple n'est vraiment libre que s'il est capable de prendre en charge les espaces où s'exercent les pouvoirs, où se réalisent la production économique et l'organisation de celle-ci, où s'élabore et se vit la culture, et où se gère l'opinion. (Kaumba Mufwata et Ngoy Kalumba, 1995 : p. 141).

4. Conflit Katangais-Kasaïens de 1992

Mobutu poursuit quant à lui sa stratégie visant à opposer les groupes tribaux les uns contre les autres. Les partisans de Mobutu au Katanga, une région accusant un taux de chômage très élevé depuis l'implosion de la Gécamines, tentèrent d'affaiblir son opposant le plus puissant à l'époque, à savoir Étienne Tshisekedi, un Luba provenant du Kasai Oriental :

« en reprochant à la population urbaine Luba de voler tous les emplois ; cette crise se transforma en un véritable conflit ethnique qui coûta la vie à 5 000 personnes et qui obligea 1,3 million de

personnes à prendre la fuite au cours des années 1992-1993 ». (James Putzel et *al.*, 2008 : p. 7).

Les tendances séparatistes refirent surface au Katanga au début des années quatre-vingt-dix, lorsque le président Mobutu (soucieux d'affaiblir son principal opposant politique, Étienne Tshisekedi, un Luba provenant du Kasai Oriental) :

« provoqua des tensions entre les Katangais « originaires » et la grande communauté d'immigrants Luba de Kasai (ICG⁸ 2006b : 1) lesquels détenaient la majorité des postes administratifs, industriels et techniques depuis leur arrivée sur le territoire au cours de l'époque coloniale (Pourtier, 1997 : p. 145 ff.).

Étant donné que la Gécamines avait pratiquement fait faillite :

« le chômage et la pauvreté conséquents fournirent un terrain fertile pour le recrutement des jeunes en colère. Les alliés de Mobutu dans la province accusèrent la population urbaine Luba de leur avoir volé leurs emplois et au cours des années 1992-1993 ces tensions dégénérent en purges ethniques au cours desquelles plus de 5.000 personnes furent massacrées et près de 1.350.000 furent déplacées par la force » (ICG 2006b : 1).

L'ICG décrit ce conflit qui eut lieu entre les « originaires » et les « non-originaires » (ICG 2006b: 4). Ce conflit opposa les Katangais « originaires » aux immigrants Kasaiens, ceux-ci devinrent la cible des campagnes d'épuration ethnique du début des années quatre-vingt-dix décrites ci-dessus. Si ces tensions finirent par s'éteindre, elles revirent le jour durant les élections de 2006 et furent la cause de violentes confrontations entre l'UDPS de Tshisekedi et l'Union des Nationalistes Fédéralistes du Congo (UNAFEC), parti de Gabriel Kyungu wa Ku Mwanza.

Dans le but d'affaiblir son opposant Luba lors de la transition politique qui eut lieu au début des années quatre-vingt-dix, Mobutu provoqua les déplacements ethniques de la communauté Luba du Katanga en 1992/93 (voir plus haut). Paradoxalement, ces déplacements massifs renforcèrent l'homogénéité ethnique du groupe Luba-Kasai et finirent par confirmer l'importance de Mbuji Mayi en tant que région clé dans la géopolitique congolaise (une situation qui avait tendance à consolider la position de Tshisekedi au sein de la vie politique nationale. (Pourtier 1998 : 153).

Sur fond politique, ce conflit fut exacerbé par la frustration de deux leaders politiques Katangais, à savoir Nguz-a-Karl-I-Bond et Kyungu wa ku Mwanza.

Ces derniers, tous deux du parti UFERI (Union des Fédéralistes et Républicains Indépendants), accèdent au pouvoir de la transition presque au même moment. Le premier est Premier ministre de la transition et le second gouverneur du Katanga. Cette nomination de Nguz n'a pas été du goût de tous. L'UDPS de Tshisekedi (membre de l'ethnie luba dans la province du Kasai) entraîne toute l'opposition politique à contester cette nomination. Nguz estime que :

« Les voyages vers l'Europe et les États-Unis sont organisés par cette opposition pour empêcher tout soutien extérieur à Nguz. Pour ce dernier, cette démarche est l'œuvre de Tshisekedi qui vise à conquérir ce poste de Premier ministre. Lorsque la Conférence Nationale (CNS) organise en son sein l'élection du Premier ministre qui doit prendre la place de Nguz très contesté, Tshisekedi est élu à la grande joie des ressortissants du Kasai et luba en

⁸ International Crisis Group

particulier. Ces derniers organisent des manifestations de joie et présentent cette élection comme une défaite des leaders du Katanga (Ngunz et Kyungu). Kyungu amène les Katangais à réagir immédiatement. Il organise deux importantes opérations pour mobiliser l'identité katangaise » (Guy Aundu Matsanza, 2004-2005 : p. 7) :

- Opération « debout Katanga » ou « Katanga yetu » (notre Katanga) :

L'objectif visé à travers cette opération est le réveil de la conscience katangaise. Le slogan lancé à cet effet est « le Katanga aux Katangais ». Kyungu établit les jeunes de son parti (JUFERI) dans les installations de la GECAMINES notamment à Kambove, Mituaba, Kundelungu, Shinkolobwe, Manono, Lwena, Bukama, afin de veiller sur les intérêts du Katanga. Il estime que :

« les « kasaiens », partisans de Tshisekedi et nombreux dans cette entreprise, constituent un danger au développement du Katanga. Cette opération aboutit à la révocation des « Kasaiens » des postes de responsabilité dans l'administration régionale et les entreprises publiques du Katanga. À ce sujet, Kitanika Wenda, commissaire urbain de Likasi, transmettait à Kyungu les listes des « Kasaiens » en position dominante et supposés collaborer avec l'UDPS pour être démis de leurs fonctions ». (Ngoy Bisongo, 1996, p. 63).

- Opération « embargo contre le Kasai » :

Cette opération a consisté à empêcher tout trafic commercial entre le Kasai et le Katanga. En effet, étant une province essentiellement minière (diamant), le Kasai importe ses denrées alimentaires (poissons, maïs, cacahuètes) du Katanga. Ses importations des produits finis et semi-finis de l'extérieur (Afrique du sud) transitent aussi par le Katanga. Kyungu interdit ce transit et ordonne aux commerçants du Katanga d'éviter, sous la garde de la JUFERI, tout commerce avec le Kasai. L'objectif visé est l'asphyxie économique du Kasai pour faire échec au gouvernement dirigé par Tshisekedi.

Dans cet ordre, les « Kasaiens » sont évacués de force du Katanga. Ces expulsions ont pris la forme d'une épuration ethnique entraînant plusieurs morts surtout du côté « kasaien ».

Comme on le voit, les implications politiques ont rendu difficiles les relations entre les deux communautés. L'intégration de la communauté kasaienne ainsi que la cohabitation de cette dernière avec les Katangais deviennent si ardues qu'il faille envisager une autre réconciliation.

5. Discussion

5.1. Tentatives de rapprochement pour un vivre ensemble paisible (1992-2006)

Le processus de pacification entre les deux communautés katangaise et kasaienne du Katanga a une longue histoire. Les résultats observés aujourd'hui sont le fruit de plusieurs tentatives enregistrées depuis le régime de Mobutu jusqu'à l'avènement de Joseph Kabila. La dernière tentative a été celle amorcée en avril 2022, sous l'initiative du Président de la République Démocratique du Congo, SE Félix Tshisekedi Tshilombo suite aux plaintes de députés nationaux réunis au nom du grand Katanga (nous en parlerons dans les lignes ci-dessous).

5.1.1. Sous le régime Mobutu (1991-1997)

5.1.1.1. La Conférence nationale souveraine

La Conférence nationale souveraine (CNS) exigea que deux commissions d'enquête, l'une du gouvernement et l'autre de la CNS, soient envoyées au Katanga pour éclairer l'opinion nationale et internationale sur le conflit opposant les Katangais aux Kasaiens de la province du Katanga. Les deux commissions décelèrent les causes lointaines, coloniales et postcoloniales, et immédiates de la crise, dégagèrent les responsabilités de ce climat conflictuel et proposèrent des résolutions et des sanctions contre le premier ministre Nguz a Karl -I- Bond et contre le gouverneur de province du Katanga, Kyungu wa Ku Mwanza. Mais toutes ces mesures demeurèrent lettre morte. (Dibwe Dia Mwembu, 2006 : p. 123).

5.1.1.2. La réconciliation entre les gouverneurs des trois provinces

Au mois de mai 1993, Kasusula, vice-premier ministre chargé de l'intérieur présida à Lubumbashi une cérémonie de réconciliation entre, d'une part, les deux gouverneurs des provinces du Kasai occidental et oriental et, d'autre part, le gouverneur du Katanga, Kyungu wa Ku Mwanza. L'événement fut médiatisé, mais il ne put convaincre l'opinion publique qui le considérait comme une mise en scène. « Les incendieurs, pouvait-on lire dans le journal *Mukuba*, jouent aux sapeurs-pompiers. Une mise en scène pour distraire le peuple » (*Mukuba*⁹, 31 mai 1993).

Il importe de noter que la communauté kasaienne est hétérogène dans la mesure où elle englobe des Kasaiens immigrés et des Kasaiens nés au Katanga ; ces derniers se considéraient comme Katangais. La présence de ces deux sous-groupes est à l'origine de deux courants opposés au sein de la communauté kasaienne quant au choix de stratégies pour sortir de la crise qui secouait les Katangais et les Kasaiens. (Dibwe Dia Mwembu, 2006 : p. 125).

5.1.2. Sous le régime de Laurent Désiré Kabila (1997-2001)

La ville de Lubumbashi tomba entre les mains des troupes de l'AFDL le 9 avril 1997. Très vite, le gouverneur Kyungu fut remplacé par Gaëtan Kakudji et plus tard, par Katumba Mwanke. Mû par le nationalisme et considéré comme l'héritier de Patrice Emery Lumumba, Mzee Laurent Désiré Kabila souhaita rassembler toutes les populations congolaises autour de sa personne.

C'est dans ce contexte que se justifie, entre autres, l'investissement de la « Consultation nationale » organisée en mars 2000, à l'initiative principalement des prélats catholiques et protestants. Monseigneur Marini BODO, chef de l'église du Christ au Congo, présente la situation politique interne au moment de l'agression du pays :

Les enfants de notre pays, nos fidèles dans la foi, nos familles vivent dans des suspicions et la méfiance réciproque. Nous sommes divisés et nous nous entre-tuons sous le regard médusé des violents. [...] Nous refusons de nous parler, de nous regarder, de nous accepter, de nous saluer ou de nous appeler « frères et sœurs », appellation sacrée en Afrique. Malheureusement, nous vivons cette triste situation, ce manque d'harmonie et d'entente aussi bien sur les plans personnel, individuel, familial, social, politique, idéologique que

⁹ Journal de la société Gécamines paraissant à Lubumbashi

moral et spirituel. Que des querelles, des mésententes, des dissidences, des émiettements, des divisions au sein des foyers, de la classe politique, des partis politiques et même de la société civile. (Kayembe Kabemba, 2000 :10 cité par Dibwe, pp. 126-127).

C'est dans ce contexte, souligne le professeur Dibwe, que l'ancien Gouverneur du Katanga, Gabriel Kyungu wa Ku Mwanza, demanda pardon au nom du peuple katangais, pour les incidents interethniques qui avaient eu lieu au Katanga. La demande de pardon, faite en français, a eu lieu à Kinshasa, loin de la province du Katanga et donc de Lubumbashi où résident pourtant les victimes des incidents en question. Cette demande de pardon ne rencontra pas l'aval de la population. Or la réconciliation suppose l'organisation d'un espace de négociations et de médiation. Les groupes en présence doivent avant tout reconnaître chacun leurs forfaits, s'amender, demander pardon réciproquement, accepter le pardon l'un de l'autre et se réconcilier (Rosoux, 2002, p. 26).

5.1.3. *Sous le règne de Joseph Kabila (2001-2005)*

Dans la lutte contre l'ethnicité et le régionalisme, le gouvernement de Joseph Kabila a exigé des partis politiques un caractère national, c'est-à-dire qu'ils soient représentés dans toutes les provinces du pays. De plus, la composition de chaque cabinet ministériel devait refléter le caractère national. En ce qui concerne le rétablissement de la paix, l'Association des Faiseurs de Paix et la Solidarité Katangaise, deux organisations non gouvernementales, se sont illustrées dans la lutte pour la réconciliation par en bas des populations et le rétablissement de la paix dans la province du Katanga. (Dibwe Dia Mwembu, 2006 : p. 129)

Formés pour la paix et pour mettre en pratique les techniques apprises, les « séminaristes » ont créé une association sans but lucratif dénommée Associations des Faiseurs de Paix (AFP). Apolitique et sans but lucratif, cette association a pris le statut d'une organisation non gouvernementale et elle est composée de dix-huit membres fondateurs, dont cinq femmes, appartenant à des communautés différentes. Il faut noter que la majorité est constituée de représentants des communautés katangaise et kasaïenne. (Dibwe Dia Mwembu, 2006 : p. 130)

En 2005, il est initié d'autres rencontres pour la réconciliation entre, toujours, les deux communautés. Le jeudi 22 décembre 2005, le secrétaire de l'association socio-culturelle Buluba-I-Bukata (Balubakat) du Katanga fait aux membres son rapport sur la reprise des négociations engagées dans le but de réconcilier et de rétablir l'harmonie entre les deux peuples frères luba, les Luba du Katanga et les Luba du Kasai, en ces termes :

« Lors de cette rencontre, nous nous étions dit beaucoup de choses. Pour nos frères du Kasai, c'est le Muluba qui avait chassé les Kasaiens du Katanga. C'est cela qui a ravivé la plaie et intensifié le clivage entre les Luba-Kasai et les Luba-Katanga. Des répliques avaient été réservées à chaque grief développé. Par exemple, pour les événements de 1960, nous leur avons fait remarquer que les Luba du Kasai et les Luba du Katanga avaient été tous déportés à la foire vers l'OCA [Office des Cités Africaines, actuelle commune Rwashi]. Alors qu'ils étaient tous victimes de cette discrimination, les Luba du Kasai s'étaient alliés à Tshombe, trahissant ainsi leurs frères d'infortune. Enfin, en 1992, à la faveur du conflit entre Tshisekedi et Nguz qui se

disputaient le poste de premier ministre, Nguz a été insulté : les Kasaiens avaient pris une chèvre, avaient versé la poudre sur la tête de la bête, et cette bête, c'était Nguz. L'insulte était exagérée. Alors les Katangais avaient écrit à Mobutu pour dénoncer deux choses : la première, c'est que tous ou presque tous les Directeurs de la Gécamines étaient des Kasaiens. La seconde, découlant de la première : ces directeurs profitaient de leur position dans la Société pour détourner l'argent et financer l'UDPS, donc Tshisekedi. Tous ces faits démontrent que les Balubakat n'ont pas de problème avec ou contre les Kasaiens. Nos frères sont victimes de leur arrogance tout simplement.»

(Le secrétaire de l'association Balubakat, 22 décembre 2005 cité par Dibwe Dia Mwembu).

En considérant ce qui précède, tout laisse entendre que ces plusieurs tentatives de réconciliation qui n'aboutissent presque pas, sont synonymes d'une difficile cohabitation entre ces deux communautés et les difficultés d'intégration de la communauté kasaienne. Malgré cette mésentente persistante, l'on assiste encore à des arrivées massives des Kasaiens dans le grand Katanga, entre 2006 et 2022. Ces vagues de Kasaiens qui viennent par centaines dans des trains marchandises (non propices au transport des humains) et dans des camions, ont inquiété au plus haut point, les Katangais. Aussi a-t-il fallu proposer une énième rencontre entre fils et filles de ces deux espaces.

5.1.4. *Sous Félix Tshisekedi Tshilombo : la table ronde interprovinciale tenue du 22 au 29 avril 2022¹⁰ à Lubumbashi¹¹*

Dans le souci de toujours chercher à unir les deux communautés, une table ronde a été initiée par le Président de la République, Chef de l'État, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo. L'objectif de cette rencontre a été de considérer et consolider la paix entre les communautés : gage de développement et freiner les déplacements massifs de populations.

Dans son mot de bienvenue, le gouverneur du Haut-Katanga, Jacques Kyabula Katwe a pointé l'interdiction faite aux taxis-motos¹² de prestre au centre -ville par la Maire adjointe de Lubumbashi- Madame Laurianne Kalombo Mwewa- comme élément déclencheur d'une escalade verbale qui a dérapé et culminé en tension pour envenimer le climat social. Posant son diagnostic, le Gouverneur Kyabula a fustigé les prises de parole ayant polarisé les antagonismes et accentué les tensions.

Au cours de ces assises d'une semaine, les participants ont voulu déceler les causes profondes de ces déplacements massifs, leurs conséquences et ainsi que proposer des solutions durables pour stopper ces déplacements et favoriser une intégration tranquille de la communauté kasaienne.

¹⁰ Nous avons recueilli tous les propos relatifs à cette table ronde à travers la télévision en enregistrant toutes les interventions du début à la fin de la cérémonie de clôture. C'est le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo qui a prononcé le discours de clôture des assises le 30/04/2022

¹¹ Deuxième ville du pays après Kinshasa, la capitale de la RDC

¹² La plupart des conducteurs de taxis-motos sont les Kasaiens

5.1.4.1. Les causes de déplacements massifs de populations kasaiennes

Répartis en thématiques, les participants ont pu déceler les causes suivantes : la pauvreté, le chômage, la famine, l'insécurité due au phénomène Kamwina Nsapu¹³, la baisse de la production agricole et la détérioration des infrastructures y relatives. L'enclavement de l'espace grand Kasai, le manque d'infrastructures routières, ferroviaires, hospitalières, scolaires, universitaires, l'affaiblissement de l'économie régionale, l'effondrement de l'exploitation de la MIBA¹⁴(la Minière de Bakwanga), l'indisponibilité des zones d'exploitation artisanale (du diamant).

Ces multiples causes ont engendré des conséquences dans les deux espaces, à savoir dans les provinces de provenance et dans celles de destination.

5.1.4.2. Les conséquences de déplacement des populations

5.1.4.2.1. Dans les provinces de provenance

Les déplacements massifs des populations dans les provinces du grand Kasai ont eu comme conséquences : la perte de production agricole, la diminution sensible de la perception des taxes, la réduction de la main-d'œuvre locale, le dépeuplement des villages, etc.

5.1.4.2.2. Dans les provinces de destination

Parmi les conséquences réelles auxquelles font face les habitants du grand Katanga , figurent entre autres : la recrudescence de la criminalité, le vol, le viol, le meurtre, l'accroissement incontrôlé de la population, l'intolérance, les écarts de langage, le déséquilibre entre les ressources disponibles et le nombre de la population, les perturbations de la circulation routière du fait des conducteurs de taxi-motos non formés et non-respectueux du code de la route, la saturation des espaces vitaux , l'occupation des espaces pour la production d'eau, le cas de la nappe aquifère de Kimilolo (à Lubumbashi)...

Notons qu'il y a plus de conséquences dans les provinces d'accueil que dans celles de provenance. Ces causes et conséquences, ont débouché sur les recommandations.

5.2. *Les recommandations et/ou résolutions de la table ronde*

Pour permettre une intégration aisée et une collaboration appelant la cohabitation entre les deux communautés, les panelistes ont proposé les recommandations ci-après :

a. Sur le plan politico-administratif et juridique

Pour mettre fin au déplacement massif et faciliter l'intégration sociale et le vivre ensemble, les recommandations¹⁵ suivantes devraient être mises en exergue :

¹³ Troubles sanglants déclenchés le 30 juillet 2016 par des éléments armés par le chef Kamwina Nsapu qui s'est attaqué aux Forces publiques à cause de la non-reconnaissance de son règne par le pouvoir de Kinshasa.

¹⁴ Société étatique congolaise spécialisée dans l'exploitation du diamant, basée à Mbujimayi(chef-lieu de la province du Kasai oriental, l'une des cinq provinces du grand Kasai).

¹⁵ Comme elles étaient nombreuses (22 au total) nous avons pris certaines à la volée

- Créer des marchés transfrontaliers dans le grand Kasai à la frontière avec l'Angola à l'instar de Kasumba Lesa avec la Zambie ;
 - Instaurer le système de feuille de route pour identifier et encadrer les personnes qui se déplacent d'une province à l'autre. Ce contrôle devrait être assuré par les autorités d'état civile du grand Kasai et du grand Katanga ;
 - Tenir compte de l'équilibre géopolitique dans les nominations-affectations de magistrats dans les propositions du Conseil supérieur de la Magistrature ;
 - Obtenir du gouvernement central l'équilibre géopolitique dans la nomination et l'affectation des fonctionnaires et cadres de l'administration publique pour éviter les frustrations et le triomphalisme ;
 - Créer un cadre de concertation permanent entre les espaces grand Kasai et grand Katanga sur des questions de gestion de deux provinces respectives ;
 - Etc.
- b. Sur le plan sécuritaire
- Promouvoir la politique de l'emploi tout en encourageant l'investissement étranger et local dans les provinces de départ ;
 - Promouvoir à une loi organique en rapport avec l'article 30¹⁶ de la Constitution ;
 - Financer la reconstruction des infrastructures générales, routières, ferroviaires, hospitalières et universitaires ;
 - Réorganiser le service du cadastre minier en réattribuant des zones d'exploitation artisanale dans les provinces ;
 - Régler la question des 750 policiers venus du grand Kasai sans feuille de route ni autorisation de leur hiérarchie ;
 - Etc.

Eu égard à ce qui précède, la communauté kasaienne est appelée à vivre dans le grand Katanga, cependant, son intégration pose problème. C'est ainsi qu'à la fin de la table ronde, la parole a été accordée à deux jeunes, l'un Katangais et l'autre Kasaien pour témoigner de ce qui venait de se passer.

Prenant la parole le premier, le jeune Katangais s'est exprimé en ces termes :

« nous faisons nôtres, les résolutions prises par la conférence de la table ronde entre les provinces de grand Katanga et grand Kasai. Dans notre comportement au quotidien, nous voulons demander à nos frères et sœurs de revoir leur estime de soi qui est un peu surdimensionnée pour laisser la place à un dialogue comme celui-ci. Un dialogue pas comme celui des boxeurs que nous vivons tous les jours où les coups fusent de partout. Un dialogue non pas comme celui des amoureux de oui oui et non non [...] Nous sommes tous fils et filles d'un même père et d'une même mère qui est la République Démocratique du Congo, qui est un patrimoine à préserver... »

Dans son intervention, le jeune Kasaien a déclaré :

« nous demandons tout simplement pardon pour les injures proférées par certaines personnes parmi nous et pour notre comportement déviant de notre part. (S'adressant au Gouverneur du Haut-Katanga), Excellence, les derniers événements dans la ville de Lubumbashi ont révélé à quel point certaines attitudes affichées peuvent générer des situations inconfortables et qui mettent en mal les relations sociales

¹⁶ Cfr l'introduction

parmi les gens qui vivent pourtant harmonieusement en tant que compatriotes...».

Dans de ces deux propos, il se remarque une accusation chez le jeune Katangais et un mea-culpa chez le Kasaiïen qui a reconnu le tort fait par ses frères aux Katangais.

Cette fois-ci, à la lumière des résultats de la table ronde, il se pose un problème de la connaissance de la culture de l'autre.

6. La connaissance de la culture de l'autre comme bémol au conflit culturel

Il est évident qu'une connaissance d'une autre culture permettra une communication interculturelle plus efficace. « Nous devons reconnaître qu'en général, nous connaissons très mal les autres cultures ». (Miquel Rodrigo Alsina, 1997 :p. 135). Mais l'absence de connaissance engendre la tendance à utiliser les stéréotypes qui sont une signification de la vérité. Tel est le cas des injures aux autorités établies, du non-respect d'obtempérer à l'arrêté de la Maire de Lubumbashi, la vente de la viande du chien à la Grand-Place de la poste ... qui ne cadrent pas avec la culture du Katangais. C'est ainsi que quand on manque d'information sur un sujet, on utilise des clichés ou des lieux communs en fournissant une interprétation socialement acceptable mais probablement fausse. C'est cette situation qui met dos à dos les Kasaiïens et les Katangais. Les premiers accusent les seconds de tribalistes, haineux, xénophobes, intolérants tandis que les seconds (Katangais) qualifient les premiers de criminels, meurtriers, voleurs, provocateurs. Les actes posés par les uns et les autres suscitent ce que Umberto Eco (1985 :p. 180) appelle la décodification aberrante pour désigner non pas une interprétation erronée, mais une interprétation différente des intentions de celui qui énonce. « Seule une vraie interculturalité juste et humaniste peut démythifier les stéréotypes et les fausses images » (Miquel Rodrigo Alsina, 1997 :p. 135).

Conclusion

Il s'est agi dans cet article d'analyser les difficultés d'intégration de la communauté kasaiïenne vivant dans le Katanga depuis l'époque coloniale jusqu'à aujourd'hui. Le favoritisme dont ont joui les Kasaiïens de la part du colonisateur, depuis la création de l'Union Minière du Haut Katanga, le fait de se considérer comme supérieurs aux Katangais, l'ancrage dans leur culture, la non-reconnaissance ainsi que le non-respect de la culture des Katangais ont sapé les relations entre ces deux communautés.

Pendant que les autres communautés ayant élu domicile dans le Katanga vivent paisiblement, les Kasaiïens et les Katangais se regardent comme chiens et chats. Les difficiles tentatives amorcées pour réconcilier ces deux tendances n'ont souvent pas produit d'effet escompté ; chaque communauté campant sur sa position. Pour espérer une intégration réussie, les Kasaiïens devraient respecter la culture des Katangais, car cette dernière constitue un habitat, si elle n'est pas respectée, elle peut causer la frustration et provoquer la confrontation. Pour un vivre ensemble cohérent, les deux communautés devraient mettre en pratique les recommandations issues de cette dernière table ronde.

Références bibliographiques

- Donatien Dibwe Dia Mwembu, (2006) « La réharmonisation des rapports entre les Katangais et les Kasaiens dans la province du Katanga (1991-2005) » *Anthropologie et Sociétés*, vol. 30, no 1, pp. 117-136
- Donatien Dibwe, « La collecte des sources orales », *Civilisations* [En ligne], 54 | 2006, mis en ligne le 01 avril 2009, URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/313>; DOI : 10.4000/civilisations.313, pp. 45-55
- Guy Aundu Matsanza. (2004-2005) « La nouvelle édification de l'État à l'épreuve de l'ethnicité : esquisse de solutions pour la République Démocratique du Congo » *Fédéralisme* 2034-6298 Volume 5, La IIIe République Démocratique du Congo, 207, pp.1-19 Url: <https://popups.uliege.be/443/1374-3864/index.php?id=207>
- International Crisis Group (ICG, 2006b). *Katanga : The Congo's Forgotten Crisis, Africa Report N°103*, (Nairobi/Bruxelles : International Crisis Group).
- James Putzel, Stefan Lindemann, Claire Schouten.(Janvier 2008). *Vecteurs de changement au sein de la République Démocratique du Congo : ascension et déclin de l'état et enjeux liés à la reconstruction*, Crisis States Research Centre, Londres.
- Jourdain Marina, (2013-2014). *Comprendre l'autre dans une situation interculturelle*, Mémoire de Master à l'Institut de Formation en ergothérapie de Rennes.
- Journal officiel de la République Démocratique du Congo.(2006). *La Constitution de la République Démocratique du Congo*, Kinshasa.
- Kaseba Makunko, F. (2002). « Migrations à Lubumbashi : enjeux économiques et culturels ». 22^{ème} assemblée générale sur le thème : *Villes, émigrations et migrations : enjeux économiques et culturels*, Beyrouth.
- Lazorthes, G.(1996). « La culture et les cultures » *Sciences humaines et sociales, l'homme, la société et la médecine*, 3^è édition, Paris : Masson.
- Miquel Rodrigo Alsina.(1997). *Éléments pour une communication interculturelle » Afers Internationals* , n°36, FondaciÓ CIBOB.
- NGOY BISONGO, C.(1996). *Transition au capitalisme et inégalité sociale au Zaïre : repères et enjeux du conflit shabiens-kasaiens*, Kinshasa, Université de Kinshasa, mémoire de sociologie (inédit).
- Pourtier, Roland. (1997). « Du Zaïre au Congo : un territoire en quête d'État », *Afrique contemporaine*, n°183, pp.7-30.
- Pourtier, Roland. (1998). « Les refoulés du Zaïre : identité, autochtonie et enjeux politiques », *Autrepart* (La Tour d'Aigues), n°5, pp.137-154.
- Toussaint, E.(1956). « Le personnel congolais » *Union Minière du Haut-Katanga. Évolution des techniques et des activités sociales*.
- Wiktionnaire, dictionnaire numérique consulté le 9/03/2021